Paraît chaque mois
Abonnement annuel:
fr.s. 100.—
Fascicule mensuel:
fr.s. 10.—

Le Droit d'auteur

90e année - N° 9
Septembre 1977

Revue mensuelle de
l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

Sommaire

UNION DE BERNE

— Groupe de travail sur les problèmes que pose sur le plan du droit d'auteur et des droits dits voisins du droit d'auteur la distribution par câble de programmes de télévision (Paris, 13 au 17 juin 1977) 234

— **Mali.** Adhésion à l'Acte de Paris (1971) de la Convention de Berne 240

CONVENTIONS ADMINISTRÉES PAR L'OMPI

— **Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes**

Zaïre. Adhésion à la Convention 240

LÉGISLATIONS NATIONALES

— **Royaume-Uni.** Ordonnance de 1977 sur le droit d'auteur (Conventions internationales) (Amendement n° 2) (n° 830, du 11 mai 1977) 241

ÉTUDES GÉNÉRALES

— La reprographie et l'édition scientifique: création de forme ou commerce des idées? **(Xavier Desjeux)** 242

CORRESPONDANCE

— Lettre du Japon **(Yoshio Nomura)** 247

CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

— Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC). Rencontre internationale sur la protection des auteurs des arts plastiques et graphiques (Paris, 16 et 17 mai 1977) 254

CALENDRIER DES RÉUNIONS 255

© **OMPI 1977**
La reproduction des notes et rapports officiels, des articles ainsi que des traductions de textes législatifs et conventionnels, publiés dans la présente revue, n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de l'OMPI.

Union de Berne

Groupe de travail sur les problèmes que pose sur le plan du droit d'auteur et des droits dits voisins du droit d'auteur la distribution par câble de programmes de télévision

(Paris, 13 au 17 juin 1977)

Rapport

présenté par le Secrétariat et adopté par le Groupe de travail

Introduction

1. Conformément aux recommandations adoptées par le Comité intergouvernemental du droit d'auteur et le Comité exécutif de l'Union de Berne (ci-après désignés « les Comités droit d'auteur ») lors de leurs sessions tenues en décembre 1975 à Genève et pour tenir compte de la décision parallèle du Comité intergouvernemental institué par l'article 32 de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome) aux termes de laquelle « une étude analogue à celle demandée par les Comités droit d'auteur doit être effectuée par le Secrétariat », le Groupe de travail sur les problèmes que pose sur le plan du droit d'auteur et des droits dits voisins du droit d'auteur la distribution par câble de programmes de télévision s'est réuni à Paris du 13 au 17 juin 1977. Il était composé de spécialistes en la matière invités à titre personnel par les Directeurs généraux de l'Unesco et de l'OMPI. En outre, l'Organisation internationale du travail, le Conseil de l'Europe et des observateurs de dix-neuf organisations internationales non gouvernementales intéressées participèrent à la réunion. La liste des participants figure en annexe au présent rapport.

2. Les documents mis à la disposition du Groupe de travail comportaient les commentaires reçus des Etats parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur ou à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi que des organisations internationales non gouvernementales sur les problèmes dont il s'agit, de même qu'une analyse de ces commentaires préparée par le Secrétariat de l'Unesco et le Bureau international de l'OMPI, avec l'assistance de M. Adolf Dietz.

Ouverture de la réunion

3. La réunion a été ouverte par M^lle^ Marie-Claude Dock, Directeur de la Division du droit d'auteur (Unesco) et M. Claude Masouyé, Directeur du Département du droit d'auteur et de l'information (OMPI) qui, au nom de leurs organisations respectives, ont prononcé quelques paroles de bienvenue aux participants.

Election du président

4. A l'unanimité le Groupe de travail a élu à sa présidence M^me^ Barbara Ringer, Register of Copyrights, Library of Congress, Etats-Unis d'Amérique.

Considérations générales

5. A titre préjudiciel le Groupe de travail a considéré:

i) que, conformément à son mandat, les problèmes en cause devaient être examinés tant du point de vue de la protection des droits des auteurs, selon les principes traditionnels du droit d'auteur, que du point de vue de la sauvegarde des intérêts des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, selon les principes des droits dits voisins ou autrement;

ii) que, pour ce qui concerne les droits des auteurs, la solution de ces problèmes ne requérait la revision ni de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ni de la Convention universelle sur le droit d'auteur;

iii) que, pour ce qui concerne les droits dits voisins, la Convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion n'offrait pas en cette matière de solution pleinement satisfaisante et que sur le plan des relations internationales une seule des catégories de bénéficiaires de ladite Convention (les organismes de radiodiffusion) recevait une certaine protection sur une base régionale par l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision.

Situations

6. Le Groupe de travail a estimé qu'il convenait de distinguer nettement trois situations:

i) la distribution par câble de programmes propres à l'organisme de distribution,

ii) la distribution par câble de programmes radiodiffusés retransmis par l'organisme de radiodiffusion d'origine,

iii) la distribution par câble de programmes radiodiffusés par un organisme autre que l'organisme de radiodiffusion d'origine.

7. Le Groupe de travail a jugé que, pour ce qui concerne le droit d'auteur, l'examen de ces situations devait se faire essentiellement à la lumière des dispositions de la Convention de Berne qui contient une réglementation détaillée à ce sujet (articles 11, 11bis et 11ter). Pour ce qui est de la Convention universelle sur le droit d'auteur la généralité et la souplesse de ses dispositions (articles I, II et IVbis) permettent de conclure que les interprétations dégagées dans le cadre de la Convention de Berne seraient également applicables.

Critères possibles

a) Distribution par câble de programmes propres à l'organisme de distribution

8. S'agissant de la distribution par câble de programmes propres à l'organisme de distribution, le Groupe de travail s'est attaché à définir ce qu'il fallait entendre par « programmes propres ». Il est apparu que cette notion englobait non seulement les programmes composés par l'organisme de distribution lui-même mais également les programmes antérieurement radiodiffusés dès lors qu'il n'y avait pas simultanéité dans la retransmission, de même que les retransmissions simultanées de programmes radiodiffusés dès lors qu'intervenait une modification quelconque dans lesdits programmes, y compris en ce qui concerne les séquences publicitaires éventuelles, sauf les cas pouvant être qualifiés de force majeure, lorsque des prescriptions de droit viennent, par exemple, interdire la publicité. L'attention du Groupe de travail a par ailleurs été attirée, pour la qualification des « programmes propres », sur les cas où les distributeurs procédaient à une conversion des signaux en vue d'en permettre la réception par des appareils répondant à des caractéristiques techniques différentes de celles de l'émetteur et d'atteindre ainsi un public plus vaste.

9. Le Groupe de travail a considéré que la distribution par câble de programmes propres à l'organisme de distribution mettait en œuvre les droits exclusifs reconnus aux auteurs et autres titulaires de tels droits en matière de reproduction, de communication au public ou encore de radiodiffusion.

b) Distribution par câble de programmes radiodiffusés retransmis par l'organisme de radiodiffusion d'origine

10. Le Groupe de travail a estimé qu'une telle distribution, aux termes de l'article 11bis.1)2° de la Convention de Berne, ne mettait pas en œuvre le droit exclusif de communication publique de l'auteur et ne requérait pas une nouvelle autorisation de celui-ci, dans la mesure où, par hypothèse, il s'agit d'une œuvre radiodiffusée et où l'organe distributeur est le même que celui d'origine. Il a considéré en outre qu'en tout état de cause ce type de distribution n'était pas de nature à créer des problèmes puisqu'il pouvait en être tenu compte lors de la négociation des contrats entre les auteurs et l'organisme de radiodiffusion dont il s'agit.

c) Distribution par câble de programmes radiodiffusés retransmis par un organisme autre que l'organisme de radiodiffusion d'origine

11. La première démarche a été de définir à quelles conditions cette opération relevait de l'article 11bis.1)2° de la Convention de Berne. Aux termes de cette disposition « Les auteurs ... jouissent du droit exclusif d'autoriser ... toute communication publique, soit par fil, soit sans fil, de l'œuvre radiodiffusée, lorsque cette communication est faite par un autre organisme que celui d'origine ».

Le Groupe de travail s'est attaché à déterminer, sur la base de ce texte conventionnel, les critères qui permettraient de distinguer une opération de communication publique d'une simple opération de réception non soumise au régime du droit exclusif.

12. Il est apparu que deux critères essentiellement devaient être pris en considération, celui de la communication publique et celui de la présence entre l'organisme de radiodiffusion d'origine et le destinataire du programme d'un organisme tiers de distribution. Il a été reconnu que l'interprétation de ces notions devait être laissée à l'appréciation des Etats mais qu'à cet effet certains éléments devaient être pris en compte. Ainsi, le caractère public d'une communication peut, dans le contexte de la disposition dont il s'agit, résulter de l'intervention d'un organisme tiers de distribution, ainsi que d'autres éléments tels que le nombre de raccordements, le fait d'atteindre un public plus vaste ou plus lointain. Quant à la qualification d'« organisme tiers de distribution » elle peut être fonction de son objectif de communiquer des programmes au public ou à certaines parties de celui-ci, du fait de se tenir en état de sollicitation par rapport à ce public, de la nature et de l'importance des équipements techniques mis en œuvre, de la finalité commerciale de l'activité. Inversement il a été estimé qu'il n'y avait pas d'opération de communication publique mais simple opération de réception

échappant aux droits exclusifs, et pas d'organisme de distribution au public mais simple équipement de réception, lorsque, par exemple, un groupement de propriétaires aménage collectivement, pour son propre compte, une installation de réception sans but de lucre.

13. Certains experts ont estimé que le fait pour un distributeur de transporter des signaux lointains devait conduire à lui seul à l'interprétation qu'il se livrait à une opération de communication publique, mais qu'inversement la distribution de signaux locaux, dans la zone de réception directe des émissions, rendait plus difficile une telle interprétation dans la mesure où, dans ce cas, il n'y avait pas de public nouveau, où il s'agissait du public auquel les émissions étaient normalement destinées et où, à tout le moins, dans le cas par exemple d'une émission nationale dont la distribution par câble a lieu seulement dans le pays considéré, l'on pouvait présumer que les titulaires de droit d'auteur avaient donné leur autorisation à une telle distribution. En outre, certains experts ont fait valoir que diverses circonstances pourraient à leurs yeux justifier que la distribution de signaux locaux au public auquel ils sont destinés se situe en dehors du régime des droits exclusifs: obligation administrative faite au distributeur de distribuer les signaux, interdiction administrative des antennes individuelles, zones d'ombre.

14. Il a été fait remarquer toutefois que la question de savoir si l'on se trouvait ou non dans une zone de réception directe était étrangère à l'économie générale de l'article 11bis de la Convention de Berne. Ce qui importe pour l'interprétation de cette disposition est que l'émission de télévision déjà licitée au regard de l'organisme d'origine sera soumise à nouveau au régime du droit d'auteur dès qu'un intermédiaire s'interposera au niveau de sa distribution et fera acte de communication au public, jouant ainsi le rôle d'entrepreneur de spectacles tout comme l'a fait auparavant l'organisme d'origine.

15. Certains experts ont estimé que la seule présence de finalité commerciale dans le chef d'un organisme tiers de distribution devait suffire pour qualifier de publique l'opération de communication à laquelle il se livrerait. Il importe peu, selon ces experts, que la finalité commerciale soit directe (services d'abonnements offerts à des groupes déterminés) ou indirecte (cas du propriétaire d'immeuble qui, pour valoriser ses loyers, aménage une antenne collective). Il a toutefois été fait observer qu'une distinction pouvait être faite entre la finalité lucrative qui résulte essentiellement de l'activité de l'organisme de distribution et celle qui résulte accessoirement d'une autre activité telle que les actes de gestion d'immeubles (hôtels, hôpitaux). Inversement, l'absence de finalité lucrative ne peut, à elle seule, écarter une telle interprétation dès lors qu'interviendraient d'autres facteurs comme le transport de signaux lointains. Ainsi, une municipalité qui, gratuitement, aménagerait à l'intention de ses administrés un équipement de réception collective procéderait, selon ces experts, à une opération de communication publique ou de simple réception privée, selon que les signaux distribués seraient des signaux lointains ou des signaux locaux.

16. S'agissant de la distribution par câble de programmes étrangers dans la zone de réception directe de ces programmes (zones frontalières couvrant une part plus ou moins importante du territoire national selon la dimension du pays, la puissance et la situation de l'émetteur étranger, son installation à bord de satellites de radiodiffusion directe), des experts ont fait valoir les dangers qu'il y aurait à libéraliser de telles opérations, tant du point de vue économique (exploitation des films et d'autres programmes) que du point de vue culturel (sauvegarde des productions nationales, de la créativité) et du point de vue du respect des principes du droit d'auteur (traitement national). Ces arguments ont pris d'autant plus de relief s'agissant de la distribution par câble de programmes étrangers à partir de la zone de réception directe, mais en dehors de cette zone.

Modalité de réglementation

a) Droits exclusifs ou systèmes de licences obligatoires

17. Le Groupe de travail a noté que l'économie traditionnelle du concept du droit d'auteur consistait en l'octroi aux auteurs du droit exclusif d'autoriser l'utilisation de leurs œuvres et que la philosophie des conventions multilatérales sur le droit d'auteur reposait sur ce principe. Il a estimé que le respect de ce dernier devait être réaffirmé eu égard aux problèmes juridiques posés par la distribution par câble et que dès lors cela s'accommodait mal avec tout système de licences obligatoires, qui ne saurait être admis que comme une latitude laissée aux législations nationales d'y recourir dans certains cas présentant un caractère exceptionnel. Un tel système ne devrait en effet être adopté qu'en dernier ressort, une fois démontrée l'impossibilité d'aboutir à des accords entre les parties intéressées. Il devrait prévoir le paiement d'une rémunération équitable et une procédure appropriée. Des considérations semblables ont été développées pour ce qui concerne les droits dits voisins.

b) Gestion collective

18. Le Groupe de travail a été d'avis que, pour rechercher des solutions aux problèmes en cause, il convenait de s'orienter vers un exercice collectif des droits exclusifs. Des sociétés d'auteurs ou des organismes de gestion des droits peuvent être en mesure

de délivrer les autorisations au nom des titulaires ou ayants droit concernés. L'intervention de tels groupements se fait aussi dans l'intérêt même des usagers en les dispensant d'avoir à rechercher l'obtention d'autorisations individuelles et en leur assurant une certaine sécurité juridique dans l'utilisation de vastes répertoires. Mais certains experts ont fait observer que de telles autorisations devaient viser les programmes dans leur intégralité et ne pas être fractionnées; en d'autres termes, qu'il ne devrait pas être admis de délivrer une autorisation et de pouvoir ensuite la retirer pour ce qui concerne certaines parties des programmes. Les retransmissions ne peuvent, d'un point de vue économique, être d'un intérêt pour les distributeurs que s'ils reçoivent le droit de retransmettre l'ensemble du programme. Il est apparu que, tant pour les contributeurs aux programmes que pour les distributeurs de ceux-ci, l'unicité de représentation des droits et intérêts était nécessaire à l'exercice normal des prérogatives en jeu. Toutefois, cette unicité ne saurait signifier l'obligation d'établir un organisme unique mais devrait simplement permettre la délivrance d'autorisations globales visant l'utilisation de catégories d'œuvres ou de prestations. Il a été souhaité à cet égard que le rassemblement des représentants des intéressés puisse se faire aussi à un niveau international, de façon à faciliter l'élaboration de contrats types ou d'accords généraux à un tel niveau. Tout en souhaitant la concentration dans la représentation des droits et intérêts en cause, le Groupe de travail a admis que, selon les pays ou les circonstances locales, plusieurs organismes pouvaient être habilités à intervenir dans les négociations mais il a souligné que ce qui importait était une gestion collective des droits, sans d'ailleurs que celle-ci soit interprétée comme une atteinte quelconque au libre exercice de la concurrence. Il a estimé que ce caractère collectif ou grémial était désirable non seulement pour ce qui concerne les auteurs mais aussi pour la sauvegarde des intérêts des autres contributeurs aux programmes, y compris les producteurs de films distribués par câble.

19. Ayant ainsi souligné la nécessité d'une gestion collective des droits de propriété intellectuelle, le Groupe de travail a noté que cette modalité devait permettre de régler plus aisément, non pas seulement les questions concernant les autorisations et la rémunération des ayants droit, mais aussi l'organisation même de la communication au public des œuvres ou des prestations. Il a été fait valoir à ce propos qu'en matière cinématographique une anarchie dans la distribution par câble de films, conçus essentiellement pour être projetés dans des salles d'exploitation sur grand écran, risquait de mettre en péril le marché et de porter un grave préjudice à la création cinématographique elle-même. Pour ce qui concerne les artistes interprètes ou exécutants, il a été rappelé que l'essentiel ne résidait pas dans l'octroi d'une compensation financière quelconque mais dans l'affirmation d'une protection de leurs droits, même si celle-ci n'est parfois pas le seul facteur déterminant pour améliorer les conditions de l'emploi. Enfin, il a été fait observer que, dans les situations à l'examen, se trouvaient en fait en présence, d'une part ceux qui sont à l'origine des œuvres et des prestations composant les programmes et dont l'apport culturel est essentiel au développement de la société et d'autre part ceux qui n'ont qu'un rôle technique et commercial de distribution de ces programmes et qui n'apportent aucun message culturel au public.

c) Exceptions ou limitations

20. S'agissant des modalités d'une réglementation législative ou des accords individuels ou collectifs entre les parties concernées, le Groupe de travail s'est demandé si des aménagements ne devaient pas être prévus dans l'exercice des droits exclusifs lorsque la distribution par câble est réalisée sur certains points du territoire. A cet égard, il s'est interrogé sur la valeur de certains concepts tels que ceux de la zone de réception directe, de la zone de service ou de toute zone de destination reposant sur une base géographique, linguistique ou autre. Il a été fait observer par certains que ces concepts n'avaient été établis par aucun texte législatif ou réglementaire et devaient donc être considérés comme des mythes dont il fallait se départir dans la recherche de solutions aux problèmes en cause, d'autant plus que de telles zones ne peuvent être délimitées avec précision et sont susceptibles de variations constantes. Selon d'autres opinions, la zone de réception directe correspond à la réalité des faits, puisque dans une certaine région des signaux peuvent être captés convenablement par des installations privées courantes sans avoir forcément recours à des systèmes de distribution par câble et que cela existe surtout dans les pays à faible superficie.

21. Le Groupe de travail a considéré que dans de tels cas des limites raisonnables pouvaient être admises à l'intervention des droits exclusifs, principalement lorsqu'il s'agit de la réception de programmes étrangers, et que les concepts de certaines zones pouvaient influer sur les conditions de rémunération des contributeurs aux programmes. L'avis a été exprimé par un expert que dans certaines zones où il se produit un débordement techniquement inévitable l'on pouvait présumer qu'une telle utilisation des œuvres ou prestations pouvait être considérée comme couverte par l'autorisation donnée de façon générale à l'organisme d'origine. Quant à la zone de réception directe, la détermination de ses limites pourrait se faire dans le cadre des accords individuels ou collectifs fondés sur l'exercice des droits exclusifs et sa prise en considération pourrait donner lieu à des

négociations quant à la rémunération des ayants droit concernés. Le Groupe de travail a estimé qu'à défaut de tels accords le recours à un système de licences obligatoires pourrait constituer une solution de rechange. Il a toutefois été souligné qu'un tel système ne devrait pas porter atteinte à l'exploitation normale, dans le pays considéré, des programmes et des œuvres et prestations incluses dans ces programmes.

d) Relations entre les règlements de radiocommunications et les droits de propriété intellectuelle

22. Le Groupe de travail s'est penché sur la question de savoir s'il était opportun de recommander que soient réglés les problèmes relatifs aux droits de propriété intellectuelle en même temps que sont délivrées les licences de communications, en d'autres termes, que la réglementation législative prévoie une interdépendance entre les formalités administratives propres au fonctionnement des communications publiques et les autorisations requises au titre du respect des droits des contributeurs aux programmes.

23. Certains ont remarqué qu'il s'agissait de deux domaines complètement séparés et que l'obligation d'une liaison entre eux ne s'imposait pas. Il a toutefois été fait observer que, pour pouvoir fonctionner, un système de distribution par câble devait en tout cas requérir une permission, dans des conditions certes variables selon les pays, mais qu'il serait peut-être souhaitable d'exiger de lui les mêmes conditions que celles imposées aux organismes de radiodiffusion quant au respect des droits des contributeurs aux programmes. Dans les cas où des distributeurs ont l'obligation de distribuer certains programmes, il conviendrait de prévoir qu'une telle activité ne puisse légalement s'exercer sans qu'aient été obtenues les autorisations correspondantes.

24. L'attention du Groupe de travail a été attirée sur le fait que la distribution par câble est devenue un des moyens majeurs de communication de masse et sur la situation de certains pays où cette distribution s'est développée de façon anarchique, favorisant l'invasion de programmes étrangers et pouvant contraindre les pouvoirs publics à intervenir par voie de règlements administratifs susceptibles d'avoir un impact sensible sur les modalités de protection du droit d'auteur. Il a été souligné à cet égard que toute diminution de cette protection, motivée par des considérations d'ordre économique au profit des usagers, risquait de nuire à l'activité créatrice nationale.

Distribution de programmes portés par des signaux émis par des satellites

25. Le Groupe de travail a examiné les incidences que pouvait avoir l'utilisation de satellites lorsque les programmes de télévision distribués par câble étaient portés par des signaux provenant soit de satellites de distribution de point à point, soit de satellites de radiodiffusion directe.

26. Pour ce qui concerne ces derniers, il a été noté que l'extension de la zone de réception directe ne modifiait pas l'application des principes fondamentaux et que l'organisme de distribution, quel qu'il soit, devait obtenir des ayants droit concernés les autorisations nécessaires. La situation est sur ce point analogue à celle où la distribution concernerait non pas un seul mais plusieurs pays.

27. S'agissant des satellites de distribution de point à point, il a été rappelé que la Convention de Bruxelles (1974) concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite prévoit une faculté de réserve quant à l'exclusion de la protection contre la distribution par câble. Il a toutefois été fait valoir que cet instrument international vise essentiellement les droits des organismes de radiodiffusion et non ceux de propriété intellectuelle et qu'au demeurant il n'est pas encore entré en vigueur. Il a été estimé que la distribution par câble de programmes, qu'ils aient été acheminés par des satellites de distribution de point à point ou par tout autre moyen, était un acte de communication au public et relevait du domaine des droits exclusifs régi par les conventions multilatérales sur le droit d'auteur.

28. L'attention du Groupe de travail a par ailleurs été attirée sur la situation de fait découlant de l'utilisation des satellites de radiodiffusion directe. Indépendamment de la zone de réception directe des émissions, il existe en effet une région où les signaux peuvent être captés dans des conditions aléatoires car leur intensité est faible et ils ne sont pas préservés des interférences résultant de l'utilisation de mêmes fréquences. Cette captation est hors de portée des récepteurs individuels mais peut toutefois être organisée par des entreprises possédant les installations techniques nécessaires. Le Groupe de travail a noté les incidences que pouvait avoir cette situation sur l'étendue des problèmes posés, dans la mesure où elle permet aux systèmes de distribution par câble d'avoir accès à un éventail plus large de programmes et d'accroître l'alimentation de leurs réseaux.

La distribution par câble et la Convention de Rome (1961)

29. L'attention du Groupe de travail a été attirée sur l'insuffisance en matière de protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion des dispositions de la Convention de Rome dans le domaine de la distribution par câble.

30. En ce qui concerne plus particulièrement les artistes interprètes ou exécutants, il a été souligné que l'extension de ce nouveau mode de communication que constitue la distribution par câble aggravait leur condition sociale et financière en accroissant le chômage technique dont ils souffrent déjà par ailleurs. Il a été rappelé à cet égard que la reconnaissance d'une meilleure protection des droits des artistes interprètes ou exécutants les placerait dans une position plus favorable lors des négociations d'accords portant sur l'utilisation de leurs prestations.

31. Le Groupe de travail a noté les considérations en raison desquelles il serait prématuré d'entamer la procédure de revision de la Convention de Rome. En effet, il apparaît souhaitable de ne pas entraver les travaux législatifs en cours dans certains Etats afin de permettre leur adhésion à cet instrument international, lequel au surplus ne compte à l'heure actuelle qu'un nombre limité d'Etats contractants.

32. Dès lors, l'idée a été avancée de réfléchir à la possibilité d'élaborer un protocole additionnel à la Convention de Rome qui serait ouvert à l'acceptation des Etats parties à ladite Convention et qui se limiterait à régler la protection en matière de distribution par câble des catégories couvertes par cette Convention.

33. A cet égard, l'attention a été attirée sur la nature juridique d'une telle opération qui pourrait être considérée ou non comme une revision de la Convention ainsi que sur les procédures à suivre selon qu'il s'agirait d'une revision ou de l'élaboration d'un instrument juridique nouveau. Certains experts ont estimé en revanche qu'il n'appartenait pas au Groupe de travail de formuler des appréciations ou des suggestions quant à la procédure selon laquelle la portée de la Convention de Rome pourrait être étendue à la distribution par câble.

Considérations finales

34. Il est ressorti de l'examen des problèmes juridiques posés par la distribution par câble la nécessité et l'utilité d'identifier les points sur lesquels les législateurs nationaux devraient, le cas échéant, se pencher pour réglementer cette matière au regard du droit d'auteur et des droits dits voisins.

35. Plusieurs experts ont suggéré que les Comités droit d'auteur et le Comité intergouvernemental de la Convention de Rome étudient les moyens appropriés à l'étude de cette question.

Clôture de la réunion

36. Après les remerciements d'usage, le président a prononcé la clôture de la réunion.

Liste des participants

I. Membres du Groupe de travail

Mr. Subramania I. Balakrishnan
Adviser on Copyright to the Government of India and Member of the Copyright Board, Madras

M. Claude Brunet
Consultant au Ministère de la consommation et des corporations du Canada, Hull

M. Abdallah Chakroun
Directeur des relations extérieures à la Radiodiffusion-Télévision marocaine, Rabat

Professor Robert Dittrich
Director, Department of Justice, Vienna

M. André Kerever
Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Paris

Ms. Barbara Ringer
Register of Copyrights, Copyright Office, Library of Congress, Washington

Sr. Lic. Fernando Riva Palacio
Director Técnico de la Dirección General del Derecho de Autor, Secretaría de Educación Pública, México

Mme Elisabeth Steup
Ministerialrätin, Bundesministerium der Justiz, Bonn

Mr. Nikolai Voschinin
Head of the Department of International Relations, Member of the Board, Copyright Agency of the USSR (VAAP), Moscow

Mr. Willi Weincke
Head of Department, Ministry of Cultural Affairs, Copenhagen

II. Observateurs

a) Organisations intergouvernementales

Bureau international du travail (BIT): R. Falaize; C. Arcas-Luque. **Conseil de l'Europe:** H.-P. Furrer.

b) Organisations internationales non gouvernementales

Alliance internationale de la distribution par fil (AID): G. Klemperer; G. Moreau. **Association internationale de l'hôtellerie (AIH):** J. Connan. **Association littéraire et artistique internationale (ALAI):** H. Desbois; D. Gaudel; F. Van Isacker. **Bureau international des sociétés gérant les droits d'enregistrement et de reproduction mécanique (BIEM):** J. Elissabide. **Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC):** J.-L. Tournier; D. de Freitas; C. Joubert; J.-A. Ziegler. **Confédération internationale des travailleurs intellectuels (CITI):** G. Poulle; R. Berquier. **Conseil international de la musique (CIM):** R. Leuzinger. **Conseil international du cinéma et de la télévision (CICT):** P.-H. Pisani. **Fédération internationale de documentation (FID):** P. Poindron. **Fédération internationale des acteurs (FIA):** F. Delahalle; G. Croasdell. **Fédération internationale des associations de distributeurs de films (FIAD):** G. Grégoire. **Fédération internationale des associations de producteurs de films (FIAPF):** A. Brisson; S. F. Gronich; M. Ferrara Santamaria; S. Schreiber. **Fédération internationale des**

musiciens (FIM): R. Leuzinger. **Fédération internationale des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes (IFPI):** G. Davies; E. Thompson; H. T. E. Clarys. **Société internationale pour le droit d'auteur (INTERGU):** G. Halla. **Syndicat international des auteurs (IWG):** R. Fernay; E. Le Bris. **Union européenne de radiodiffusion (UER):** M. Cazé; W. Rumphorst. **Union internationale de l'exploitation cinématographique (UIEC):** J. Handl. **Union internationale des éditeurs (UIE):** J. A. Koutchoumow; J. Fleurent-Didier.

III. Secrétariat

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
C. Masouyé *(Directeur, Département du droit d'auteur et de l'information).*

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
M.-C. Dock *(Directeur, Division du droit d'auteur)*; D. de San *(Juriste, Division du droit d'auteur).*

MALI

Adhésion à l'Acte de Paris (1971) de la Convention de Berne

Le Gouvernement de la République du Mali a déposé, le 22 août 1977, son instrument d'adhésion à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, telle que revisée à Paris le 24 juillet 1971.

Ladite Convention telle que revisée entrera en vigueur, à l'égard de la République du Mali, trois mois après la date de cette notification, soit le 5 décembre 1977.

Notification Berne N° 86, du 5 septembre 1977.

Conventions administrées par l'OMPI

Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes

ZAÏRE

Adhésion à la Convention

Le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a informé les gouvernements des Etats invités à la Conférence diplomatique sur la protection des phonogrammes * que, selon la notification reçue du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement de la République du Zaïre avait déposé, le 25 juillet 1977, son instrument d'adhésion à la Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes.

La Convention entrera en vigueur, à l'égard de la République du Zaïre, trois mois après la date de la notification faite par le Directeur général de l'OMPI, c'est-à-dire le 29 novembre 1977.

* Notification Phonogrammes N° 31, du 29 août 1977.

Législations nationales

ROYAUME-UNI

Ordonnance de 1977 sur le droit d'auteur (Conventions internationales) (Amendement n° 2)

(N° 830, du 11 mai 1977, entrée en vigueur le 9 juin 1977)

1. — 1) La présente ordonnance peut être citée comme l'ordonnance de 1977 sur le droit d'auteur (Conventions internationales) (Amendement n° 2) et entre en vigueur le 9 juin 1977.

2) La loi d'interprétation de 1889 s'applique à l'interprétation de la présente ordonnance de la même manière qu'elle s'applique à l'interprétation de toute loi promulguée par le Parlement.

2. — L'ordonnance de 1972 sur le droit d'auteur (Conventions internationales) [1], telle qu'elle a été amendée [2], est amendée à nouveau comme suit:

a) à l'annexe 1 (qui énumère les pays membres de l'Union de Berne), une référence à la République arabe d'Egypte doit être insérée;

b) dans la même annexe, les Bahamas et la Pologne doivent être suivies d'un astérisque pour indiquer qu'elles sont également parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur.

3. — La présente ordonnance s'étend à tous les pays énumérés dans son annexe.

[1] Voir *Le Droit d'Auteur*, 1972, p. 180.

[2] *Ibid.*, 1973, p. 79, 111, 226 et 259; 1974, p. 248; 1975, p. 178; 1976, p. 55, 97 et 133; 1977, p. 47, 67 et 130.

ANNEXE

Pays auxquels s'étend la présente ordonnance

Bermudes	Iles Caïmanes
Belize	Iles Falkland et dépendances
Gibraltar	Iles Vierges britanniques
Hong-Kong	Montserrat
Ile de Man	Ste-Hélène et dépendances

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie intégrante de l'ordonnance)

La présente ordonnance amende à nouveau l'ordonnance de 1972 sur le droit d'auteur (Conventions internationales). Elle tient compte de l'adhésion de la République arabe d'Egypte à la Convention de Berne et de celle des Bahamas et de la Pologne à la Convention universelle sur le droit d'auteur.

La présente ordonnance s'étend aux pays dépendants du *Commonwealth* auxquels s'étend l'ordonnance de 1972.

Etudes générales

La reprographie et l'édition scientifique: création de forme ou commerce des idées?

(Contribution à l'étude des relations entre le droit d'auteur et la culture)

Xavier DESJEUX *

Correspondance

Lettre du Japon

Yoshio NOMURA *

(Traduction de l'OMPI)

Chronique des activités internationales

Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC)

Rencontre internationale sur la protection des auteurs des arts plastiques et graphiques

(Paris, 16 et 17 mai 1977)

Cette réunion, organisée par la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC), était consacrée aux problèmes que pose la protection des droits des auteurs d'œuvres relevant du domaine des arts plastiques et graphiques.

Y participaient les représentants de sociétés d'auteurs et de groupements d'artistes créateurs des 14 pays suivants: Allemagne (République fédérale d'), Belgique, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Sénégal, Suède, Union soviétique. Y assistaient aussi des observateurs de quelques organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales. L'OMPI, invitée à titre d'observateur, était représentée par M. Mihailo Stojanović, Chef de la Section des législations et des périodiques, Division du droit d'auteur.

Les travaux se sont déroulés sous la présidence de M. Wladimir Duchemin, Secrétaire général de la SPADEM (France).

Les délibérations ont porté notamment sur le droit de suite, le respect du nom de l'auteur et de son œuvre et l'exercice du droit de reproduction. A l'issue des délibérations, les participants ont adopté deux résolutions dont le texte est reproduit ci-après.

Résolutions

I

A l'occasion de la Rencontre internationale sur la protection des auteurs des arts plastiques et graphiques qui a eu lieu à Paris les 16 et 17 mai 1977 sur l'initiative et à l'invitation de la CISAC, les représentants des sociétés d'auteurs et des groupements d'artistes créateurs des Etats membres de la Communauté économique européenne ont adopté la résolution suivante:

1. Le droit de suite est un droit individuel et essentiel des artistes graphistes et plasticiens qui leur assure une participation matérielle à l'exploitation de leurs œuvres. Il figure parmi les droits d'auteurs expressément visés dans la Convention de Berne et a été récemment repris dans la Loi type de Tunis sur le droit d'auteur à l'usage des pays en voie de développement.
2. Les représentants précités ont appris avec intérêt le projet actuellement à l'étude devant la Commission des Communautés européennes en vue d'assurer le rapprochement des législations sur le droit de suite des différents Etats membres.
3. Ils souhaitent la généralisation de ce droit dans tous les pays de la Communauté, recommandant pour ce faire qu'il soit introduit dans les pays où il n'est pas encore reconnu.
4. Ils demandent à cet égard que les propositions suivantes soient prises en considération:
   - le droit de suite doit assurer à l'artiste une participation individuelle et équitable au produit de la revente de ses œuvres;
   - le droit de suite se calcule donc sur le prix de vente;
   - le droit de suite s'exerce lors d'une revente aussi bien par un commissaire priseur que par un commerçant d'art, ainsi qu'à l'occasion des transactions privées;
   - le droit de suite doit être perçu pour le compte des artistes créateurs par leurs Sociétés d'auteurs ou leurs Groupements professionnels.

Les ressortissants des autres pays qui ont participé à cette Rencontre (Etats-Unis d'Amérique, Hongrie, Norvège, Pologne, Sénégal, Suède et Union soviétique) ont pris connaissance avec un vif intérêt de la présente résolution.

II

A l'occasion de la Rencontre internationale sur la protection des auteurs des arts plastiques et graphiques qui a eu lieu à Paris les 16 et 17 mai 1977 sur l'initiative et à l'invitation de la CISAC, les représentants des sociétés d'auteurs et des groupements d'artistes créateurs des pays suivants: Allemagne (République fédérale d'), Belgique, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Sénégal, Suède et Union soviétique, ont adopté la résolution suivante:

Ils demandent au Conseil d'administration de la CISAC de bien vouloir envisager la création au sein de celle-ci d'un Conseil international des auteurs des arts graphiques, plastiques et des photographes qui puisse se consacrer à l'étude de toutes questions mettant en cause les intérêts moraux et professionnels des créateurs dont il s'agit et des organismes qui les représentent.

Calendrier

Réunions de l'OMPI

(Cette liste ne contient pas oécessairemeot toutes les réuoions de l'OMPI et les dates peuvent faire l'objet de modifications.)

1977

26 septembre au 4 octobre (Genève) — Comité de coordination de l'OMPI; Comités exécutifs des Unions de Paris et de Berne; Assemblée et Comité des Directeurs de l'Union de Madrid

10 an 18 octobre (Genève) — Traité de coopération en matière de brevets (PCT) — Comités intérimaires

17 au 28 octobre (Londres) — Classification internationale des brevets (IPC) — Gronpe de travail III

24 an 28 octnbre (Paris) — ICIREPAT — Comité techniqne cbargé de la normalisation (TCST)

24 octobre an 2 novembre (Genève) — Union de Nice — Gronpe de travail temporaire sur la liste alpbabétiqne des produits et des services

25 au 28 octobre (Bangkok) — Coopération pour le développement — Séminaire de l'Asie et du Pacifique sur la protection des artistes interprètes on exécutants, des prodncteurs de phonogrammes et des nrganismes de radindiffusion
Note: Réunion convoquée coojointement avec le BIT et l'Unesco

7 an 11 novembre (Genève) — Coopération pour le développement — Gronpe de travail sur la loi type pour les pays en développement concernant les marques et les noms commerciaux

7 an 11 novembre (Genève) — ICIREPAT — Comité technique cbargé des systèmes de recbercbe documentaire (TCSS)

14 au 18 novembre (Genève) — Groupe de travail cbargé de questions d'intérêt spécial pnur les pays en dévelnppement (groupe de travail créé par le Comité préparatoire intergouvernemental sur la revision de la Convention de Paris)

14 au 18 novembre (Genève) — Groupe des 77 et d'autres pays en développement participant aux travaux du Cnmité préparatoire intergouvernemental sur la revision de la Convention de Paris

14 an 21 novembre (Genève) — Classification internationale des brevets (IPC) — Comité directeur

21 au 25 novembre (Genève) — Comité préparatoire intergouvernemental sur la revision de la Convention de Paris

22 an 25 novembre (Genève) — Classification internationale des brevets (IPC) — Comité d'experts

28 novembre an 6 décembre (Paris) — Union de Berne — Comité exécutif — Session extraordinaire

7 an 9 décembre (Genève) — Convention internationale sur la protection des artistes interprètes on exécutants, des prndncteurs de pbonogrammes et des organismes de radiodiffusion — Comité intergouvernemental — Session ordinaire (organisée coojointemeot avec le BIT et l'Uoesco)

8 et 9 décembre (Genève) — Union de Berne — Gronpe de travail sur la rationalisation de la pnblication des lois et traités dans les domaines du droit d'anteur et des droits voisins

1978

6 au 10 mars (Genève) — Programme permanent — Groupe de travail sur l'information technique divulguée par la documentation sur les brevets

13 au 15 et 17 mars (Genève) — Programme permanent — Comité permanent chargé de la coopération pour le développement en rapport avec la prnpriété industrielle

16, 17 et 20 mars (Genève) — Programme permanent — Comité permanent cbargé de la coopération pour le développement en rapport avec le droit d'auteur et les droits voisins

3 au 13 juillet (Paris) — Union de Berne — Comité d'experts gouvernementanx sur la double imposition des redevances de droit d'auteur
Note: Réunion convoquée coojointemeot avec l'Unesco

26 septembre an 2 octobre (Genève) — Comité de coordination de l'OMPI; Comités exécutifs des Unions de Paris et de Berne

1979

24 septembre an 2 octobre (Genève) — Assemblée générale, Conférence et Comité de coordination de l'OMPI; Assemblées des Unions de Paris, Madrid, La Haye, Nice, Lisbonne, Locarno, IPC et Berne; Conférences de représentants des Unions de Paris, La Haye, Nice et Berne; Comités exécutifs des Unions de Paris et Berne; Comité des Directeurs de l'Union de Madrid; Conseil de l'Union de Lisbonne

Réunions de l'UPOV en 1977

Conseil: 6 au 9 décembre

Comité consultatif: 5 et 9 décembre

Comité directeur technique: 15 au 17 novembre

Note: Les réunions indiquées ci-dessus ont lieu à Genève au siège de l'UPOV

Réunions d'autres organisations internationales s'occupant de propriété intellectuelle

1977

11 au 14 octobre (Williamsburg, Va) — Pacific Industrial Property Association — Congrès

24 au 26 octobre (Belgrade) — Association européenne des photographes professionnels (EUROPHOT) — Congrès

28 novembre au 6 décembre (Paris) — Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) — Comité intergouvernemental du droit d'auteur institué par la Convention universelle sur le droit d'auteur (revisée à Paris en 1971)

1978

8 au 12 mai (Strasbourg) — Conseil de l'Europe — Comité juridique pour la radiodiffusion et la télévision

12 au 20 mai (Munich) — Association internationale pour la protection de la propriété industrielle — Congrès

16 au 18 mai (Athènes) — Société internationale pour le droit d'auteur (INTERGU) — Congrès

29 mai au 3 juin (Paris) — Association littéraire et artistique internationale — Congrès

25 au 29 septembre (Toronto) — Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs — Congrès

1er au 7 octobre (Santiago de Compostela) — Fédération internationale des conseils en propriété industrielle — Congrès